



Stéphane
DELAUTRETTE
Député de la Haute-Vienne



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

10|04|2026

SOUTIEN AUX SALARIÉS DU POPULAIRE DU CENTRE ET ALERTE SUR L'AVENIR DE LA PRESSE LOCALE

MA RÉACTION À L'ANNONCE DE 152 SUPPRESSIONS DE POSTES AU SEIN DU GROUPE CENTRE FRANCE, DONT 13 AU POPULAIRE DU CENTRE, ET MON APPEL À PRÉSERVER UNE PRESSE LOCALE ESSENTIELLE À LA VIE DÉMOCRATIQUE : « AFFAIBLIR DURABLEMENT LA PRESSE DE PROXIMITÉ, C'EST FRAGILISER L'ACCÈS À UNE INFORMATION FIABLE, INDÉPENDANTE ET ANCRÉE DANS LES TERRITOIRES. À L'HEURE OÙ LE POPULISME ET LA DÉSINFORMATION PROGRESSED, C'EST UN RÉEL DANGER ».

J'ai pris connaissance avec une vive inquiétude de l'annonce du nouveau plan social au sein du Groupe Centre France, prévoyant la suppression de 152 postes - 13 au Populaire du Centre dont 7 à la rédaction - ainsi que la fermeture des agences de Saint-Junien et de Bellac.

Je tiens à exprimer mon soutien plein et entier aux salariés concernés, journalistes comme personnels administratifs et techniques, qui, depuis de nombreuses années, font vivre avec engagement et professionnalisme une information locale de qualité. Rien ne saurait justifier qu'ils soient aujourd'hui les premiers à payer le prix de choix stratégiques contestables et répétés.

Le Populaire du Centre joue un rôle essentiel dans la vie démocratique de notre territoire. Par sa présence au plus près des habitants, par sa capacité à relayer les réalités locales et à nourrir le débat public, il constitue un pilier du lien social et citoyen. La disparition progressive de moyens humains et territoriaux, illustrée par la fermeture d'agences de proximité, est une atteinte directe à cet équilibre.

Au-delà de ce cas, cette nouvelle restructuration s'inscrit dans une dynamique préoccupante qui touche l'ensemble de la presse quotidienne régionale. Elle interroge la pérennité d'un modèle indispensable à la vitalité démocratique de nos territoires.

J'appelle la direction du Groupe Centre France à reconsidérer ses choix et à ouvrir un dialogue sincère et approfondi avec les représentants des salariés. Des solutions doivent être recherchées pour préserver l'emploi, maintenir un maillage territorial fort et garantir l'accès de tous à une information de proximité fiable et indépendante.

J'assure enfin les salariés de ma vigilance et de ma mobilisation dans les semaines à venir, aux côtés des élus locaux et de l'ensemble des acteurs concernés, pour défendre une presse locale forte, indispensable à notre démocratie.